



Université  
de Rennes

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

**Personne publique :**

**ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE RENNES**

**Service des Affaires Financières**

Campus de Ker Lann

11 Av. Robert Schuman

35170 Bruz

**Objet du marché :**

---

**Acquisition, installation et mise en service d'une machine de découpe laser  
sur le site de l'ENS Rennes au Campus de Ker Lann**

---

**CCAP numéro : 202501MEC**

**établi en application du code de la commande publique  
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :  
Procédure adaptée en application du code de la commande publique  
(ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et décret 2018-1075 du 3 décembre 2018)  
Articles L.2123-1 et R.2123-1, R.2123-4, R-2123-5**

**- Version établie en date du 20/01/2025**

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET ET DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
1.1 OBJET .....	4
CONTACT : .....	4
1.2 FORME ET DUREE .....	4
1.3 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION .....	4
1.4 SOUS-TRAITANCE .....	4
<b>2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE .....</b>	<b>4</b>
<b>3. DELAIS DE LIVRAISON .....</b>	<b>5</b>
<b>4. CONDITIONS DE LIVRAISON .....</b>	<b>5</b>
4.1 EMBALLAGE .....	5
4.2 TRANSPORT .....	5
4.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE A FOURNIR .....	5
4.4 FORMATION .....	5
4.5 LIEU DE LIVRAISON .....	5
<b>5. OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>6. GARANTIE .....</b>	<b>6</b>
<b>7. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX .....</b>	<b>6</b>
7.1 CONTENU DES PRIX .....	6
7.2 PRIX DE REGLEMENTS .....	6
<b>8. AVANCE .....</b>	<b>7</b>
<b>9. ACOMPTE ET PAIEMENTS PARTIELS .....</b>	<b>7</b>
<b>10. PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE .....</b>	<b>7</b>
10.1 MODE DE REGLEMENT .....	7
10.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	7
10.3 INTERETS MORATOIRES .....	7
<b>11. CLAUSES TECHNIQUES .....</b>	<b>8</b>
<b>12. PENALITES .....</b>	<b>8</b>
<b>13. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER .....</b>	<b>8</b>
<b>14. ATTRIBUTION DE COMPETENCE .....</b>	<b>9</b>

<b><u>15.</u></b>	<b><u>RESILIATION .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>16.</u></b>	<b><u>ASSURANCES .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>17.</u></b>	<b><u>EXECUTION DU MARCHE .....</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>18.</u></b>	<b><u>CESSION DU MARCHE.....</u></b>	<b><u>9</u></b>
<b><u>19.</u></b>	<b><u>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....</u></b>	<b><u>9</u></b>

## 1. OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

### 1.1 OBJET

Le présent Cahier des Clauses et Administratives Particulières, désigné ci-après en abrégé par les initiales CCAP a pour objet la définition des prescriptions générales qui sont applicables au présent marché (ci-après le « Marché »).

Le présent marché est composé d'un lot unique. Il s'agit de l'acquisition, installation et mise en service d'une machine de découpe laser métal pour l'École Normale Supérieure de Rennes.

- Lot 0 : Acquisition, installation et mise en service d'une machine de découpe laser métal

L'ENS Rennes s'équipe d'un atelier de tôlerie comprenant une découpe laser pour métaux. Cet atelier fera partie du Makerspace Mécatro, un atelier ouvert aux personnels, enseignants et étudiants de l'ENS Rennes. Cet atelier ouvert possède déjà des ateliers complémentaires d'impression 3D, de découpe laser de matériaux organiques, de montages mécaniques et électroniques, y compris de réalisation de PCB et de composants montés en surface.

**L'acquisition d'une machine de découpe laser métal rentre dans ce contexte.**

La machine sera utilisée par des personnels aguerris mais aussi par des étudiants novices dans la mise en œuvre des métaux en feuille. La flexibilité lors du travail préparatoire, la cohérence dans la continuité de la chaîne numérique de la conception jusqu'à la validation, en passant par la fabrication, la facilité de prise en main et la robustesse du matériel sont des éléments importants.

Le constructeur s'efforcera de proposer une solution complète opérationnelle machine + accessoires + logiciels (buses, céramique isolante, lentilles et écran de protection, logiciel de préparation hors ligne....). Les fournisseurs sont autorisés à proposer des variantes supplémentaires à réponse facultative (options libres).

**Lieu d'exécution** : Ecole Normale Supérieure de Rennes.

**Contact :**

Pour poser des questions relatives à cet appel d'offre, vous pouvez contacter :

Régis LEMERCIER au 02 99 05 93 15 et à [regis.lemercier@ens-rennes.fr](mailto:regis.lemercier@ens-rennes.fr)

Gurvan JODIN au 02 99 05 93 38 et à [gurvan.jodin@ens-rennes.fr](mailto:gurvan.jodin@ens-rennes.fr)

### 1.2 FORME ET DUREE

La présente consultation est passée sous la forme d'un marché à procédure adaptée, en application des dispositions du code de la commande publique [CCP], et notamment des articles L. 2123-1 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, et les articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au(x) marché(s) susvisé(s) de la présente consultation est le : CCAG « Fournitures Courantes et Services » Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et Services [CCAG-FCS], publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021, non fourni par l'Administration, mais réputé connu des candidats.

Le marché conclu est un marché ordinaire à quantité fixe, forfaitaire et non reconductible.

Il constitue un achat.

Il prend fin à l'issue de la période de garantie des matériels et des contrats de maintenance associés.

### 1.3 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

Justification du non-allotissement : le présent marché est composé d'un lot unique compte-tenu, d'une part du caractère ponctuel et, d'autre part du caractère global du projet d'achat concerné (fourniture d'un équipement unique qui ne peut faire l'objet d'allotissement).

### 1.4 SOUS-TRAITANCE

Sans objet (non-autorisée).

## 2. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E.) ;
- L'annexe N° 1 à l'Acte d'Engagement relative aux délais de livraison ;
- L'annexe N° 2 à l'Acte d'Engagement relative aux prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) (Arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - JO n° 0078 DU 1 AVRIL 2021).

### 3. DELAIS DE LIVRAISON

**L'équipement devra être livré et installé impérativement dans les 4 mois après notification de l'attribution du marché.**

Le délai applicable dans le cadre du présent marché sera néanmoins celui précisé par le titulaire dans son offre, si celui-ci est inférieur au délai maximal fixé ci-dessus. Les délais de livraison, d'installation, de mise en service et de formation du personnel utilisateur doivent figurer clairement sur l'offre et doivent être détaillés.

A partir du premier jour de retard au-delà de cette date, des pénalités de retard seront décomptées suivant les modalités définies au présent CCAP.

Le délai d'exécution peut être prolongé sur demande du titulaire sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.

Si la nature du matériel commandé peut justifier une admission en franchise des droits de douane, l'ordre de dédouanement ne sera pas donné avant notification de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects. Les délais de notification de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects sont inclus dans les délais de livraison, ils ne seront prolongés que si le titulaire du marché apporte par écrit la preuve qu'il a fait toutes les démarches auprès de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects pour obtenir des délais reconnus comme convenus et que les retards ne lui sont pas imputables.

### 4. CONDITIONS DE LIVRAISON

#### 4.1 EMBALLAGE

Conformément aux articles 20.2 et 20.4 du CCAG Fournitures courantes et services, la qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire. Les emballages restant sa propriété, sont repris par le titulaire.

#### 4.2 TRANSPORT

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage, le déchargement et le déballage sont effectués sous sa responsabilité.

#### 4.3 DOCUMENTATION TECHNIQUE A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir, à la livraison, toute la documentation technique nécessaire à l'utilisation optimale du matériel livré, à son entretien courant et à la réparation des pannes de premier niveau. Tous les schémas technologiques seront fournis. Le titulaire s'engage également à fournir sans frais supplémentaires les éventuels documents rectificatifs. Tous ces documents seront rédigés en français.

#### 4.4 FORMATION

Une formation lors de la mise en service de prise en main sera assurée au sein du site pour les enseignants et techniciens de l'atelier, entre 2 et 4 personnes. L'objet de cette formation portera sur la mise en œuvre pour opérateur débutant/confirmé et la maintenance préventive de la machine.

#### 4.5 LIEU DE LIVRAISON

Le lieu précis de livraison des fournitures est à convenir avec :

- Monsieur Régis LEMERCIER : 02 99 05 93 15 / [regis.lemercier@ens-rennes.fr](mailto:regis.lemercier@ens-rennes.fr)
- Monsieur Gurvan JODIN : 02 99 05 93 38 / [gurvan.jodin@ens-rennes.fr](mailto:gurvan.jodin@ens-rennes.fr)

Il est impératif de prendre contact avec l'une de ces deux personnes avant la livraison.

Le matériel sera livré à :

**École Normale Supérieure de Rennes**  
**11, avenue Robert Schuman**  
**Campus de Ker Lann**  
**35170 BRUZ**

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée à la personne publique.

## 5. OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Les opérations consisteront en la vérification de la conformité de la livraison, du bon fonctionnement du matériel livré conformément aux Prescriptions Techniques Générales décrites au CCTP et de la fourniture des documents visés au présent document.

Si la livraison répond aux spécifications techniques et si les essais sont satisfaisants, la réception provisoire du matériel sera prononcée dans un délai d'un mois après l'installation. Un Procès-verbal (P.V) sera alors établi par le représentant du pouvoir adjudicateur et sera notifié au titulaire.

**La réception définitive aura lieu dans un délai d'un mois maximum après la réception provisoire.**

Un Procès-verbal sera alors établi par le représentant du pouvoir adjudicateur et sera notifié au titulaire.

Si les essais révèlent que tout ou partie de la fourniture ne correspond pas aux spécifications techniques ou n'est pas d'un fonctionnement satisfaisant, la réception sera ajournée, et le titulaire devra notifier une seconde mise en ordre de marche.

Le matériel reconnu défectueux ou non conforme à la commande devra être repris par le titulaire, aux frais de celui-ci. Le titulaire a la charge complète de remplacer également le matériel en cause, à ses frais, dans un délai maximum de quinze (15) jours à partir de la date de notification du rejet.

## 6. GARANTIE

Le soumissionnaire est informé de la date de départ de la garantie : il s'agit du jour où est signé le document d'attestation de mise en service (admission), à l'exclusion des documents de réception ou de livraison.

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, **les équipements objets de la présente consultation sont garantis pendant une période minimum de deux (2) ans**, pièces, main d'œuvre et déplacement compris, à compter de leur mise en service.

Les candidats peuvent toutefois proposer des durées de garanties supérieures, cet élément étant pris en compte lors de l'analyse des offres.

La garantie comprend les frais de main d'œuvre, de déplacement, d'hébergement, la fourniture des pièces détachées et tous les frais relatifs à la remise en bon ordre de marche du matériel. Le matériel doit rester apte à remplir les fonctions définies dans les clauses techniques particulières du marché. Le titulaire garantit notamment la stabilité et la reproductibilité des spécificités machines durant cette période.

Le candidat indiquera impérativement dans son offre, les prestations et fournitures non couvertes par la garantie.

Des extensions de garanties **devront** être proposées en prestations supplémentaires éventuelles par les candidats (voir Annexe N° 2 relative aux Prestations Supplémentaires Eventuelles). Elles pourront être notifiées lors de la signature du marché avec le titulaire.

## 7. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### 7.1 CONTENU DES PRIX

Les prix forfaitaires sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et à l'installation et doivent inclure tous les frais induits par les frais de douane, la livraison, la mise en service, le contrôle du bon fonctionnement.

Si la nature du matériel commandé peut justifier une admission en franchise des droits de douane, l'ordre de dédouanement ne sera pas donné avant notification de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

### 7.2 PRIX DE REGLEMENTS

Les prix sont fermes.

## 8. AVANCE

Selon les articles L2191-2, L.2191-3 et R.2191-3 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ciaprès, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000,00 € hors taxes.

Cette avance est égale à : **30 %** du montant initial du marché. Le montant de l'avance forfaitaire versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique. Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65,00% du montant TTC du marché.

## 9. ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS

Conformément aux dispositions de la Commande Publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes sont versés pour des prestations effectuées en cours d'exécution du marché. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Le titulaire peut présenter ses demandes de paiement, accompagnées de pièces justificatives vérifiées et acceptées par l'ENS Rennes, à compter de la notification du marché.

Ces demandes d'acomptes pourront concerner par exemple des niveaux d'avancement de fabrication des équipements, suivant justifications de recettes usine fournies par le titulaire

## 10. PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

### 10.1 MODE DE REGLEMENT

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon la réglementation en vigueur.

### 10.2 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes à la prestation seront établies en un original et 2 copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date et le numéro du bon de commande et/ou le numéro du marché ;
- la fourniture livrée ;
- la date de livraison ;
- le montant hors T.V.A. de la fourniture livrée, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total de la fourniture livrée.

**Chaque demande d'avance et facture d'acompte devra être adressée via la plateforme Chorus Pro. Merci de bien vouloir préciser le code SIRET suivant : 130 018 484 00019.**

En cas d'impossibilité, merci de bien vouloir les envoyer à :

**ENS de Rennes  
Agence comptable  
Service Facturier  
Place du Recteur Henri Le Moal  
35043 Rennes CEDEX**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique selon la réglementation en vigueur.

### 10.3 INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais susmentionnés fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts courent à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date incluse de mise en paiement du principal.

Le décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique majore le taux des intérêts moratoires. En effet, en vertu de son article 8, « le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ».

## 11. CLAUSES TECHNIQUES

Les éléments techniques de la prestation et les spécifications des matériels faisant l'objet du présent marché sont détaillés dans le CCTP N° 202501MEC, auxquels le titulaire doit se conformer strictement. Le titulaire devra se conformer aux normes techniques en vigueur dans l'Union Européenne. Les candidats sont libres de proposer des prestations supplémentaires éventuelles qu'ils jugeraient nécessaires et devront les chiffrer de manière séparée de l'offre de base. Celles-ci ne seront pas prises en compte pour l'analyse des offres à périmètre égal.

## 12. PENALITES

**Les pénalités de retard** commencent à courir, le lendemain du jour où le délai de livraison est expiré, sous réserve des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel de livraison défini au présent CCAP est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité

V = montant de la prestation livrée en retard

R = nombre de jours de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités d'un montant inférieur à : 300,00 €.

Le titulaire peut solliciter par écrit une prolongation du délai d'exécution. L'accord du pouvoir adjudicateur permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard. Cette prolongation peut notamment être justifiée par des difficultés imprévues.

**Les pénalités d'indisponibilité** pour chacun des équipements concernés dans le cadre de la garantie commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, à partir de :

✓ une semaine après la réception de la demande d'intervention par le titulaire pour une maintenance sur site

✓ deux semaines après la réception de la demande d'intervention par le titulaire pour une maintenance chez le titulaire.

Elles sont fixées à 200,00 € par jour d'indisponibilité.

Les pénalités pour non remise des documents techniques demandés commencent à courir 7 jours après la mise en service du matériel. Elles sont fixées à 50,00 € par jour de retard.

Le montant total des pénalités ne pourra excéder 10 % du montant total du marché.

Le titulaire s'oblige à déduire de ces facturations le montant des pénalités qui lui est signifié par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) ou par voie électronique.

L'ENS Rennes notifie les pénalités au titulaire par Lettre Recommandée avec Accusé de Réception (LRAR) ou par voie électronique au plus tard un mois suivant la découverte du fait à l'origine de la pénalité. Sans contestation 15 jours ouvrés après réception du courrier, les pénalités sont considérées comme acceptées par le titulaire.

## 13. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français. A titre exceptionnel le pouvoir adjudicateur accepte la documentation technique en langue anglaise.



Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### 14. ATTRIBUTION DE COMPETENCE

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal administratif compétent sera celui du domicile de la personne publique :

**Tribunal administratif de Rennes**  
Hôtel de Bizien  
3, Contour de la Motte  
CS 44416  
35000 RENNES  
Tél. : 02 23 21 28 28 – Télécopie : 02 99 63 56 84  
Courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr)

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par le décret 2010-1525 du 8 décembre 2010 relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

Le comité consultatif compétent est constitué de médiateurs délégués régionaux, accessible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-litiges> ou :

**DIRECCTE DES PAYS DE LA LOIRE**  
Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics  
22 mail Pablo Picasso - BP 24209  
44042 NANTES Cedex 1  
Tél : 02 53 46 79 83 (mardi matin, mercredi, jeudi matin, de 9h à 12h)  
Fax : 02 53 46 79 79 – Courriel : [paysdl.ccira@direccte.gouv.fr](mailto:paysdl.ccira@direccte.gouv.fr)

#### 15. RESILIATION

La personne publique peut résilier le marché aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Par ailleurs, la personne publique se réserve le droit de prononcer la réalisation aux frais et risques du titulaire défaillant, et les surcoûts éventuels dans le respect conformément aux dispositions de l'article 11. 3. 7. du CCAGFCS.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût éventuel supporté par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

#### 16. ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile pour les dommages causés de toutes natures causés aux biens et personnels de l'ENS Rennes, ainsi les tiers et à leurs biens par son personnel salarié, ses matériels ou du fait de l'exécution du marché avant et après admission des prestations.

#### 17. EXECUTION DU MARCHE

Ce marché ne deviendra exécutoire qu'après signature électronique du Président de l'ENS Rennes, et notification électronique au titulaire par messagerie électronique et via la plateforme des achats de l'Etat PLACE avec accusé-réception.

#### 18. CESSION DU MARCHE

Aucun titulaire ne pourra, sous aucun prétexte et sous peine de résiliation de plein droit de son marché et de tous dommages et intérêts, céder à un tiers tout ou partie de son marché ou sous-traiter ses prestations, sans le consentement formel et écrit de l'ENS Rennes.

Si un titulaire venait à décéder avant d'avoir accompli ses obligations, l'ENS Rennes aurait la faculté de résilier le marché ou d'en continuer l'exécution avec les héritiers.

En cas de cessation volontaire de commerce, de faillite ou de liquidation judiciaire, le marché sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits à exercer au nom de l'ENS Rennes sur les prix des livraisons non encore soldées. En cas de cession de fonds de commerce, le nouveau titulaire pourra prendre à sa charge, après accord de l'ENS Rennes, les engagements souscrits par son prédécesseur.

#### 19. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P sont les suivantes :

➤ Dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS par l'article 6 du présent CCAP ;

- Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS par l'article 12 du présent CCAP ;
- Dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS par l'article 12 du présent CCAP.

---

**Fait à l'ENS Rennes le 20/01/2025**

**Document établi par le Services des Affaires Financières**

**Par délégation de M. le Président de l'ENS Rennes**